

POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE ALGÉRIENNE

Déclaration du Secrétariat de la IV^e Internationale

L'indépendance de l'Algérie est un fait irréversible. L'impérialisme français, vaincu en Afrique du Nord par sept ans de lutte militaire, essaie maintenant de marchander et de contrôler cette indépendance à travers des négociations. Il cherche à maintenir son contrôle sur les principales richesses du pays et, en même temps, à imposer des conditions en ce qui concerne la forme du gouvernement futur et la politique nationale et internationale de l'Algérie. Au travers d'une alliance éventuelle ou d'une entente avec l'aile droite de la révolution algérienne, l'impérialisme français voudrait s'assurer sa présence en Afrique du Nord, freiner les masses combattantes algériennes qui poussent vers une organisation socialiste du pays, et faire de celui-ci un poste clé d'où il pourrait contrôler l'évolution de l'ensemble des nouveaux Etats africains.

Les bourgeoisies tunisiennes et marocaines, bien que leurs intérêts ne s'identifient pas avec ceux de l'impérialisme, sont à l'heure actuelle intéressées au succès d'une telle opération, afin d'écartier l'influence qu'une Algérie indépendante et révolutionnaire ne manquerait pas d'exercer sur les masses nord-africaines.

De son côté, l'impérialisme américain, tout en manœuvrant pour se substituer à la France dans des alliances avec les bourgeoisies coloniales africaines, ne soutient aucunement une indépendance inconditionnelle de la République algérienne qui confierait largement le destin du pays aux masses paysannes et citadines qui ont fait la révolution et mené une longue guerre.

Aussi bien l'impérialisme mondial que ses alliés bourgeois ou petits bourgeois de l'Afrique sont conscients que l'indépendance de l'Algérie pose la question du gouvernement et de l'organisation sociale du pays; ils savent que la révolution a développé de puissantes forces ouvrières, paysannes, syndicales, de jeunes, anti-impérialistes et anticapitalistes, et pour lesquels la révolution contre l'impérialisme français se confond avec la Révolution socialiste algérienne. Les forces impérialistes et capitalistes qui ont essayé d'empêcher ou de retarder l'indépendance de l'Algérie, cherchent aujourd'hui à éviter que les masses algériennes prennent en mains les destinées de leur propre pays.

C'est là le but essentiel des manœuvres, des négociations toujours ajournées, visant d'une part à décourager les masses et d'autre part à faire entrer dans le camp algérien le poids non pas de fantômes tel que le M.N.A., mais de l'aile la plus conciliatrice et pro-bourgeoise du F.L.N., c'est-à-dire de ceux qui seraient prêts à composer avec l'impérialisme avec le but principal de freiner l'élan de leurs propres masses.

Les organisations des masses africaines, des masses coloniales et semi-coloniales de partout dans le monde, des travailleurs français, nord-américains, européens, ainsi que les Etats ouvriers, se doivent d'intervenir pour aider la Révolution algérienne et faire échec aux manœuvres et pressions de l'impérialisme; elles doivent exiger avec plus de force que jamais l'arrêt immédiat de l'intervention française en Algérie, ainsi que *l'indépendance immédiate et inconditionnelle de celle-ci*.

L'indépendance de l'Algérie et la paix en Algérie, cela veut dire :

— Retrait de toutes les troupes françaises du territoire algérien. Aucun octroi de base militaire — telle que Mers-el-Kebir — d'où l'impérialisme pourrait exercer son contrôle ou sa pression sur la République algérienne.

— La solution des problèmes soulevés par le droit des minorités ne doit intervenir qu'après l'indépendance de l'Algérie et dans le cadre de discussions à l'intérieur de

l'Etat algérien indépendant, par les Algériens eux-mêmes. Avant tout droit des minorités passe le droit de la majorité algérienne d'être indépendante et de gouverner son propre pays.

— Rejet de toute tentative d'imposer des conditions économiques au pays (contrôle français sur le Sahara, droit français sur le pétrole et le gaz, garanties aux colons français contre la réforme agraire, etc.). Tout « droit » relevant de l'occupation française doit être considéré nul. Le peuple algérien est le seul ayant droit à décider de ses besoins et de ses intérêts.

— Rejet de toute tentative d'imposer des conditions politiques (forme du gouvernement de l'Algérie indépendante; appartenance au bloc occidental, etc.).

— L'organisation de la République algérienne basée sur les organismes des masses ouvrières, paysannes et citadines qui ont soutenu la guerre de libération et contrôlé les villes lors des mobilisations historiques du 11 au 14 décembre. La République algérienne doit être une République socialiste basée sur les comités populaires, les syndicats, les forces plébéiennes de l'Armée de Libération. Elle doit s'appuyer sur le peuple armé qui mettra en œuvre la reconstruction de l'Algérie indépendante sur la base d'une économie étatisée et planifiée, dans la perspective d'une Fédération socialiste du Maghreb et d'une Fédération de Républiques Socialistes Arabes.

La IV Internationale, qui a soutenu inconditionnellement la lutte des masses algériennes dirigée par le F.L.N. pour la libération nationale et sociale; qui a, partout, dans le monde, déployé toutes ses forces pour appuyer la révolution algérienne; qui a de ce fait subi la répression bourgeoise et impérialiste comme en témoigne l'emprisonnement de son Secrétaire général Michel Pablo et de Sal Santen, membre du Secrétariat International, incarcérés depuis bientôt un an pour leur aide à la révolution algérienne :

Appelle les masses coloniales et semi-coloniales de l'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, les travailleurs français, nord-américains, européens, et les masses des Etats ouvriers à se mobiliser pour exiger l'indépendance de l'Algérie et la reconnaissance du plein droit des masses algériennes à disposer du destin, du gouvernement et de l'organisation de leur pays.

Les syndicats, partis ouvriers et organisations ouvrières anti-impérialistes; les organisations populaires et d'étudiants, doivent tenir des assemblées, des manifestations pour exprimer avec force la décision collective de venir en aide à la Révolution algérienne. Ils doivent envoyer des résolutions aux ambassades françaises, au Gouvernement français, au Gouvernement provisoire de la République algérienne, au F.L.N., aux syndicats algériens, tunisiens et marocains. Ils doivent exiger des gouvernements de leur pays la rupture avec le Gouvernement français si celui-ci continue sa guerre colonialiste en Algérie. Les Etats africains de l'ex-« Communauté » doivent imposer à leurs gouvernements la rupture de tout lien de dépendance envers l'impérialisme français qui cherche le soutien de ces Etats pour maintenir en Afrique son influence et contrecarrer celle de la Révolution algérienne et africaine.

Halte aux manœuvres de l'impérialisme visant à repousser sinon à conditionner les négociations de paix avec le G.P.R.A. !

Pour l'indépendance immédiate et inconditionnelle de l'Algérie !

Pour une République socialiste algérienne !

11 avril 1961.